



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Le Premier ministre

Une autonomie porteuse de sens : L'Europe face à un monde en mutation

Singapore Lecture Series

Luc Frieden,
Premier ministre du Luxembourg

8 septembre 2026

Seul le prononcé fait foi.

(Traduction de courtoisie.)

Mesdames et Messieurs,

L'Europe n'est pas l'Amérique. Et cela ne devrait pas être l'ambition. L'Europe est unique, originale, sans équivalent. Et elle doit le rester. Nous devons rester fidèles à nous-mêmes. L'Union européenne a été – et continue d'être – un projet de paix, de liberté et de prospérité, fondé sur le droit international et des valeurs communes.

- Elle a rassemblé des pays autour d'un objectif commun, sans pour autant effacer ni leurs identités nationales, ni leurs cultures.
- Elle a fait d'un continent marqué par des siècles de guerre le plus vaste espace de libre circulation au monde.
- Elle a généré des niveaux de prospérité et de bien-être sans précédent dans l'histoire de l'humanité, au bénéfice du plus grand nombre.
- Elle a porté haut le flambeau des droits de l'homme et de l'autonomie démocratique.

Pour autant, cela ne signifie pas que tout soit parfait ou que nous ne soyons confrontés à aucun défi.

Pour relever nos défis, nous devons d'abord reconnaître que nous devons et que nous pouvons les affronter. »

Au contraire, ces défis sont connus, complexes et considérables. Mais pour les relever, nous devons d'abord reconnaître que nous devons et que nous pouvons les affronter. Cette tâche nous incombe, à nous et à nous seuls. C'est notre responsabilité – mais aussi une opportunité que nous devons saisir. Ce sont les deux faces d'une même médaille : celle de la souveraineté.

Car être souverain, c'est être responsable de son propre avenir, tout en étant libre de faire les choix qui le façonneront. C'est à la fois une responsabilité et une opportunité à saisir. Il est temps que nous, Européens, assumions pleinement notre souveraineté et devenions les seuls auteurs de notre avenir. En ce sens, la souveraineté est l'expression la plus pure de la liberté. Ceci est devenu un constat largement partagé par les dirigeants européens. Mais le constat

seul ne suffit pas. Car si la souveraineté est entendue comme la capacité de tracer sa propre voie, elle suppose aussi une destination, un cap et des valeurs morales pour la guider.

« Nous devons viser une autonomie porteuse de sens : une Europe qui se libère de ses dépendances dans des domaines critiques, tout en restant fidèle à ses valeurs. »

Nous devons viser une autonomie porteuse de sens : une Europe qui se libère de ses dépendances dans des domaines critiques, tout en restant fidèle à ses valeurs de paix, de liberté et de démocratie. Car l'Europe est devenue bien plus qu'un continent. Forcée par son histoire, l'Europe est aujourd'hui un symbole – un symbole d'un ensemble de valeurs qui lui sont propres : l'État de droit ; l'égalité entre les femmes et les hommes ; les systèmes de protection sociale ; la liberté d'expression, de pensée et de religion.

S'il existe bien un « American way of life », il existe aussi un mode de vie européen. En Europe, les sociétés allient dynamisme et solidarité. En Europe, l'innovation allie ambition et responsabilité. En Europe, les économies allient croissance, justice sociale et engagement écologique. En Europe, souveraineté et valeurs sont indissociables. Face à l'instabilité internationale, les deux sont indispensables.

« Alors que nous pensions avoir établi un nouvel ordre international fondé sur des règles, la maxime séculaire selon laquelle « le fort fait ce qu'il veut faire et le faible subit ce qu'il doit subir » semble à nouveau se vérifier. »

La situation géopolitique est complexe et grave – elle concerne tous les pays, mais elle expose tout particulièrement les États très connectés, comme Singapour et le Luxembourg. Alors que nous pensions avoir établi un nouvel ordre international fondé sur des règles, la maxime séculaire selon laquelle « le fort fait ce qu'il veut faire et le faible subit ce qu'il doit subir » semble à nouveau se vérifier.

Les États-Unis redéfinissent les relations économiques, militaires et politiques en exerçant des pressions sur le système multilatéral, qu'il s'agisse des Nations unies, de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de Paris ou de la Cour pénale internationale.

En parallèle, la Chine entre dans une nouvelle phase de son essor économique et acquiert des positions dominantes dans les secteurs des matières premières et des technologies critiques, notamment des batteries, des énergies vertes et de l'intelligence artificielle. Et entre ces deux superpuissances, la rivalité et la méfiance réciproque ne semblent pas près de s'estomper.

Mais d'autres régions du monde connaissent des évolutions tout aussi préoccupantes. Sur mon propre continent, l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie entre désormais dans sa quatrième année, au mépris flagrant du droit international. Au Moyen-Orient, les conflits à Gaza, en Iran et au Liban se poursuivent sans qu'une issue ne se dessine, malgré les annonces successives d'accords de cessez-le-feu. Le potentiel extraordinaire mais inexploité de l'Afrique est entravé par les guerres et l'instabilité qui frappent le Sahel, le Soudan et le Congo. Et vous n'êtes pas sans savoir les défis géopolitiques qui se posent dans votre région : dans la péninsule coréenne, en mer de Chine méridionale ou dans le détroit de Taïwan.

À ces évolutions politiques s'ajoutent de profondes mutations structurelles : intelligence artificielle, changement climatique, vieillissement de la population, flux migratoires, campagnes de désinformation. Elles transformeront en profondeur notre monde et bouleverseront la manière dont nos sociétés fonctionnent. Aucun de ces défis – qu'il soit géopolitique, technologique, social ou économique – ne peut être relevé par un pays seul. En même temps, l'ordre international fondé sur des règles n'est aujourd'hui pas en mesure d'y faire face.

« Les petits pays peuvent avoir un impact durable, bien au-delà de leur taille, lorsqu'ils adoptent un rôle de liaison. »

Et pourtant, nos pays – le Luxembourg et Singapour – ne sont ni épargnés, ni impuissants, même si bon nombre de ces défis échappent à notre contrôle direct. Nous pouvons – et nous devons – mobiliser les outils à notre disposition, comme nous le faisons déjà au sein du Global Governance Group. Nos histoires respectives le montrent : les petits pays peuvent avoir un impact durable, bien au-delà de leur taille, lorsqu'ils adoptent un rôle de liaison.

Dans l'esprit de la pensée de Lee Kuan Yew, la grandeur d'une nation ne tient pas seulement à sa richesse, mais aussi à sa capacité d'agir et de façonner son environnement plutôt que de le subir.

Pour le Luxembourg, cette capacité d'agir se construit avant tout au sein de l'Union européenne. C'est précisément pour cette raison que j'appelle à une Europe plus souveraine. Au cours de la dernière décennie, les crises se sont succédé : pandémie de COVID-19, instrumentalisation du gaz par la Russie, fermeture du détroit d'Ormuz. Toutes nous ont enseigné la même leçon : la dépendance a un coût. Une Europe plus souveraine permettra de limiter ce coût.

« Souveraineté ne rime pas avec isolement : c'est justement le pouvoir de décider de notre avenir et de choisir nos partenaires. »

Et surtout, elle nous donnera les moyens de répondre aux défis à venir – car si nous ne les adressons pas, ils nous impacteront nonobstant. Mais retrouver notre souveraineté ne doit pas nous amener à remettre en cause notre engagement en faveur de la paix, des droits de l'homme, de la liberté et de la démocratie – ce serait renoncer à notre identité. Lorsque le droit international fait l'objet d'attaques, nous devons en assurer la défense. Mais une Europe souveraine ne saurait pour autant devenir une « Europe forteresse ».

Notre ouverture sur le monde et notre volonté de coopérer avec les autres sont au cœur de cette identité européenne. Souveraineté ne rime pas avec isolement : c'est justement le pouvoir de décider de notre avenir et de choisir nos partenaires. C'est précisément pour cette raison que j'ai choisi de consacrer cette Singapore Lecture à la question d'une Europe souveraine. Je vous remercie d'ailleurs pour votre généreuse invitation. Une Europe souveraine se renforce par des partenariats avec des pays comme Singapour, qui partagent les mêmes valeurs. Et je suis certain que votre pays placera le renforcement de sa coopération avec l'Europe au cœur de sa présidence de l'ASEAN.

Construire une Europe souveraine autour de ces valeurs – liberté, démocratie, droits de l’homme, respect du droit international et coopération – ce n’est ni continuer comme avant, ni renoncer à ce qui fait notre identité. Il s’agit de repenser l’Europe en réaffirmant nos engagements. Il s’agit de renouveler notre attachement à ces valeurs dans un monde qui a changé. Ou, pour faire écho à un thème soulevé par le président Macron : si l’Europe peut mourir, elle peut aussi renaître. À mes yeux cette renaissance doit s’amorcer dans trois domaines déterminants pour permettre à l’Europe de décider elle-même de son avenir et des conditions dans lesquelles elle entend le construire.

« Si l’Europe veut continuer à être un acteur de paix, nous devons renforcer notre capacité de dissuasion. »

Le premier est celui qui se rattache plus directement à la conception traditionnelle de la souveraineté : la capacité à assurer notre propre défense et celle de nos alliés. La guerre d’agression injustifiée de la Russie contre l’Ukraine, conjuguée à la nouvelle position de l’administration américaine en matière de défense européenne, a constitué un rappel à la réalité. Si l’Europe veut continuer à être un acteur de paix, nous devons renforcer notre capacité de dissuasion. Pour répondre à cette nécessité, les pays européens ont augmenté leurs dépenses en matière de sécurité et continueront à le faire.

La défense a toujours exigé des moyens financiers considérables. Mais force est d’admettre qu’aucun pays n’a jamais pu assurer sa défense avec de l’argent seul. Notre priorité doit désormais être d’orienter ces moyens vers une industrie européenne véritablement intégrée, capable de fournir les capacités nécessaires à notre défense et de renforcer l’interopérabilité entre nos armées.

Avec le Canada, le Luxembourg a joué un rôle moteur en faveur d’une nouvelle banque multilatérale dotée d’un mandat spécifique : la Banque de la défense, de la sécurité et de la résilience. Elle offrira aux gouvernements comme aux petites et moyennes entreprises – indispensables au développement de chaînes de production et d’approvisionnement à l’échelle européenne – de nouveaux moyens de financement.

L'espace constitue une deuxième priorité pour assurer l'autonomie de la défense européenne. Pour être véritablement souveraine et résiliente, l'Europe doit disposer d'une infrastructure satellitaire multi-orbite, soutenue par une base industrielle et des infrastructures au sol. La défense moderne dépend en effet largement de communications et de données d'imagerie sécurisées qui ne peuvent être garanties que par des infrastructures satellitaires dédiées. Pourtant, l'Europe dépend aujourd'hui encore d'entreprises et de partenaires non européens pour des composantes essentielles de ces infrastructures, notamment en ce qui concerne les capacités de lancement de fusées.

Le Luxembourg dispose d'une expertise mondiale éprouvée et reconnue dans ce domaine, et nous souhaitons la mettre au service de l'Europe tout entière comme de nos alliés qui partagent nos valeurs. Nous pouvons ainsi apporter une contribution très concrète à une Europe plus souveraine. Renforcer notre capacité de défense, c'est passer du statut de cible potentielle à celui d'obstacle crédible. C'est dissuader d'autres acteurs de croire qu'ils peuvent nous imposer leurs conditions. Et c'est faire en sorte que nous puissions continuer à être une force de la paix au XXI^e siècle.

« L'énergie est bien plus qu'une simple ressource : elle fait la différence entre autonomie et dépendance. [...] Un réseau énergétique véritablement intégré à l'échelle de toute l'Europe serait bénéfique à tous. »

Un autre domaine essentiel pour renforcer la souveraineté européenne est celui de l'énergie. La guerre en Ukraine nous a montré comment l'énergie pouvait être instrumentalisée contre nous. Les événements au Moyen-Orient ont, quant à eux, montré à quel point nous restons exposés aux évolutions qui se produisent au-delà de nos frontières. L'énergie est essentielle à chaque aspect du fonctionnement de nos sociétés modernes, et en particulier de notre économie – de l'industrie traditionnelle aux centres de données modernes. Elle est donc bien plus qu'une simple ressource : elle fait la différence entre autonomie et dépendance.

Dépendre des autres nous rend vulnérables aux pressions extérieures et risque de compromettre notre compétitivité économique. Mais les expériences récentes nous l'ont prouvé : quand nous en faisons une priorité, nous pouvons agir vite et changer les choses. En l'espace de quelques mois, nous avons considérablement réduit notre dépendance au gaz russe, y compris dans les pays où il constituait la principale source d'énergie. Nous devons désormais déployer les mêmes efforts pour renforcer notre propre capacité de production.

Et cette démarche doit, elle aussi, être en accord avec nos valeurs de justice, d'équité et de prospérité. C'est pourquoi nous misons sur les énergies renouvelables – car agir de manière équitable envers les générations futures c'est leur léguer à la fois une économie compétitive et un environnement sain. De nombreux pays, dont le mien, s'engagent dans cette voie. Les énergies renouvelables sont déjà devenues la première source d'électricité au Danemark, en Autriche ou au Portugal. Nous avons désormais besoin d'une énergie qui circule librement entre les États membres. Un réseau énergétique véritablement intégré à l'échelle de toute l'Europe serait bénéfique à tous, en permettant à la fois de réduire les prix et de renforcer notre souveraineté.

Car l'énergie sera un facteur déterminant de la souveraineté au XXI^e siècle. D'autant que chaque révolution industrielle a besoin d'une source d'énergie abondante : la première a reposé sur le charbon, la deuxième sur le pétrole et la prochaine sera portée par les énergies renouvelables.

« Si je dis que nous avons besoin d'une intelligence artificielle de l'Europe, par l'Europe et pour l'Europe, c'est précisément pour éviter que d'autres décident à notre place. »

J'en viens ainsi au troisième domaine : la technologie, et en particulier l'intelligence artificielle. L'IA fait désormais partie de notre réalité et elle ne se contentera pas de transformer nos économies. Elle recèle un potentiel considérable pour améliorer le bien-être humain, que ce soit dans les domaines de la santé, de l'éducation, du travail ou de l'environnement.

Il ne s'agit donc pas de choisir entre progrès et prudence. L'enjeu est de savoir si nous voulons façonner nous-mêmes notre avenir ou laisser d'autres le faire à notre place. Si je dis que nous avons besoin d'une intelligence artificielle de l'Europe, par l'Europe et pour l'Europe, c'est précisément pour éviter que d'autres décident à notre place. Nous devons agir selon nos propres règles et sur la base de nos valeurs : la liberté, la démocratie et l'État de droit.

Car malgré tout son potentiel positif, une mauvaise utilisation ou une conception inadéquate des outils d'intelligence artificielle risque de porter atteinte à ces valeurs. L'IA peut rassembler. Mais elle peut aussi devenir un facteur de division, en renforçant les chambres d'écho – ces bulles informationnelles qui enferment chacun dans ses certitudes – ou en dopant les campagnes de désinformation. Singapour joue un rôle de premier plan sur ces questions, notamment à travers le « Singapore Consensus on Global AI Safety Research ». De plus en plus d'informations montrent que les dérives d'une IA laissée sans contrôle ne relèvent plus de la science-fiction : lors de tests, des drones autonomes se retournent contre les opérateurs, tandis que certains modèles, devenant incontrôlables, piratent des entreprises.

C'est pourquoi l'Europe a mis en place des garde-fous pour encadrer l'utilisation de l'intelligence artificielle. Non pas pour la freiner, mais pour l'orienter. Non pas pour réglementer au point de ne plus laisser de place à l'innovation, mais pour veiller à ce que son développement reste conforme à nos valeurs – et à ce que l'intelligence artificielle conserve une dimension humaine. Mais il s'agit d'une course contre la montre et pour réussir cette course, l'Europe doit réunir trois conditions. L'intelligence artificielle doit : être développée par des chercheurs et des universités européens ; être adoptée à grande échelle par les citoyens et les entreprises en Europe ; être financée par des capitaux européens, provenant d'acteurs publics comme privés.

Et nous devons agir sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'intelligence artificielle – du matériel et des données aux modèles et aux applications. Si nous y parvenons, nous ne ferons pas qu'entrer dans cette ère de l'intelligence artificielle : nous pourrons contribuer à la façonner et tirer parti du potentiel de cette nouvelle révolution industrielle. Il ne s'agit pas de contrôler l'IA, mais de rester maîtres de notre propre destin.

« Nous devons redoubler d'efforts pour renforcer la compétitivité de l'Europe. »

La défense, l'énergie et l'IA sont trois piliers essentiels d'une Europe capable d'allier autonomie et ambition. Ces trois domaines nécessiteront des investissements massifs. Or, maintenir un niveau élevé d'investissement public sur le long terme suppose une croissance économique soutenue. Sans croissance, pas de recettes fiscales. Sans recettes fiscales, pas d'investissements publics.

Nous devons redoubler d'efforts pour renforcer la compétitivité de l'Europe – à commencer par l'achèvement du marché unique, en combinant intelligemment harmonisation et reconnaissance mutuelle. Cet objectif doit être au cœur de la démarche plus générale de simplification en Europe. Prises individuellement, la plupart des règlements se justifient. Leur accumulation, en revanche, finit par devenir une charge considérable pour les entrepreneurs, les travailleurs qualifiés et les investisseurs – précisément ceux dont nous avons besoin pour stimuler la croissance dans tous les secteurs économiques.

Pour stimuler cette croissance, nous devons également mobiliser les investissements privés et garantir la libre circulation des capitaux. Le Luxembourg joue un rôle de premier plan dans la mise en place d'un marché des capitaux véritablement intégré, en plaidant pour un cadre européen commun simplifié et pour la suppression systématique des législations nationales qui y font obstacle.

Une économie forte est le fondement d'une Europe plus souveraine. La souveraineté économique n'est donc pas une option, mais une nécessité.

Nous pouvons créer un cercle vertueux dans lequel l'économie, la défense, l'énergie et la technologie se soutiennent mutuellement, stimulant ainsi la croissance économique et renforçant la souveraineté de l'Europe.

« Voilà la souveraineté dont l'Europe a besoin : une autonomie porteuse de sens. Il ne s'agit pas de nous replier sur nous-mêmes, mais de trouver notre place dans le monde. »

Mais pourquoi avoir choisi de présenter ici, à Singapour, cette vision d'une Europe autonome et guidée par une ambition commune ? Parce que Singapour est un pays qui n'a jamais eu le luxe de rester immobile. Vous avez su vous adapter, innover, regarder au-delà de vos frontières et transformer les contraintes en opportunités. Et vous l'avez fait sans renoncer à votre identité. Le Luxembourg s'y connaît également. Aujourd'hui, l'Europe a besoin de ce même état d'esprit.

Car le projet européen a toujours été une création humaine – imaginée et bâtie par des femmes et des hommes. Face à un continent qui émergeait de la guerre, les dirigeants européens ont refusé d'accepter le monde tel qu'il était. Les dirigeants singapouriens ont fait de même, transformant une petite île en un acteur mondial. Les uns comme les autres ont su imaginer ce que l'Europe et Singapour pourraient devenir.

Aujourd'hui, notre génération évolue dans un monde différent. À nous, désormais, de poursuivre l'ambition de ceux qui nous ont précédés :

- avoir le courage de changer ce qui doit changer et la conviction de préserver ce qui doit perdurer ;
- croire en nos propres capacités tout en restant ouverts aux autres ;
- renforcer notre souveraineté tout en restant fidèles à nos valeurs.

Voilà la souveraineté dont l'Europe a besoin : une autonomie porteuse de sens. Il ne s'agit pas de nous replier sur nous-mêmes, mais de trouver notre place dans le monde. Il ne s'agit pas de devenir comme l'Amérique ou la Chine, mais d'affirmer pleinement ce que nous sommes : des Européens. C'est ainsi que nous construisons une Europe capable de façonner son propre avenir, fidèle à sa promesse de paix, de liberté et de prospérité.